

Convention collective

IDCC : 9852. – **EXPLOITATIONS HORTICOLES ET DES PÉPINIÈRES
(VENDEE)**

(28 janvier 1969)

(Etendue par arrêté du 16 juin 1971,
Journal officiel du 27 juillet 1971)

AVENANT N° 74 DU 3 JUILLET 2007

NOR : *AGRS0897104M*

IDCC : 9852

Entre :

Le syndicat des horticulteurs et pépiniéristes de la Vendée,

D'une part, et

L'union départementale du syndicat FGA-CFDT de la Vendée ;

L'union départementale du syndicat de la Vendée CGT-FO ;

L'union départementale du syndicat FNAF-CGT ;

L'union départementale du syndicat CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le chapitre I^{er} subit la modification suivante :

Article 2

Champ d'application

A la deuxième ligne du premier paragraphe, les mots « ou les accords d'établissement » sont supprimés.

Article 2

Le chapitre II est modifié comme suit :

Article 5

Révision et dénonciation

A la deuxième ligne du 1^{er} paragraphe de cet article, le mot « signifiée » est remplacé par le mot « notifiée ».

Article 3

Le chapitre III est modifié comme suit :

L'article 7 est abrogé.

Article 4

Le chapitre IV subit les modifications suivantes :

Article 8

Liberté d'opinion

Le contenu de cet article est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« La liberté d'opinion ainsi que le droit d'adhérer librement ou d'appartenir ou non à un syndicat constitué en vertu des dispositions du livre IV du code du travail sont reconnus à tous les salariés, quels que soient leur sexe, leur âge et leur nationalité.

Aucun employeur ne peut prendre en considération l'appartenance ou la non-appartenance d'un salarié ou d'un apprenti à une organisation syndicale, politique ou confessionnelle, les origines sociales, raciales ou professionnelles, la nationalité, le sexe des salariés, pour arrêter ses décisions à son égard, notamment en ce qui concerne l'embauchage, la conduite ou la répartition des travaux, la formation professionnelle, l'avancement, la rémunération, l'octroi d'avantages sociaux, les mesures de discipline ou de congédiement ou pour tout autre motif défini par les articles L. 412-2 et L. 122-45 du code du travail. »

Article 9

Propagande

Le contenu de cet article est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les employeurs et les salariés et apprentis ne doivent, sous aucun prétexte, se livrer à l'intérieur de l'établissement à une propagande politique ou religieuse quelle qu'elle soit, par paroles, par actes, distribution ou affichage de communications écrites sous réserve des dispositions des articles L. 120-2 et L. 412-8 du code du travail. »

Article 11

Délégués syndicaux

Au deuxième paragraphe de cet article, les mots « de la commission mixte instituée par la loi du 11 février 1950 » sont remplacés par les mots « tenues dans le cadre des dispositions de l'article L. 133-1 du code du travail ».

Le troisième paragraphe de cet article est supprimé en totalité.

Article 12
Droit d'affichage

Au premier paragraphe, les mots « , dans les vestiaires, » sont supprimés.
Le deuxième paragraphe est supprimé dans sa totalité.

Article 5

Le chapitre V subit les modifications suivantes :

Article 14
Période d'essai

a) Salariés d'exécution

Il est rajouté en début de la première phrase du premier paragraphe les mots « Pour les salariés en CDI, ».

La deuxième phrase de ce premier paragraphe « Toutefois, si la durée d'emploi du salarié, bien que devant se poursuivre sur plusieurs semaines ou plusieurs mois, est inférieure chaque semaine à 4 jours chez le même employeur, la période d'essai est fixée à 15 jours de travail effectif chez ce même employeur » est supprimée.

Les dispositions du deuxième paragraphe du point *a* sont supprimées et remplacées par un nouveau paragraphe rédigé comme suit :

« Pour les salariés recrutés en CDD, la durée de la période d'essai est fixée conformément aux dispositions de l'article L. 122-3-2 du code du travail. »

Article 15
Contrat de travail

Le contenu de cet article est supprimé en totalité et remplacé par les dispositions suivantes :

« L'embauchage est constaté par un acte écrit, établi en 2 exemplaires, chacun signé par les deux parties. Le premier est remis au salarié, le second reste dans les mains de l'employeur.

Cet acte précise obligatoirement la date d'effet du contrat, sa durée, la catégorie d'emploi du salarié et le coefficient y afférent.

Il peut contenir d'autres clauses sous réserve qu'elles soient au moins aussi favorables au salarié que les dispositions de la présente convention.

Si, à l'issue de la période d'essai, le salarié reste en place, son embauchage est considéré comme définitif.

Le contrat à durée déterminée doit être constaté par écrit, dès l'embauchage du salarié. Il doit comporter, obligatoirement, outre la définition précise de son objet, les mentions énumérées à l'article L. 122-3-1 du code du travail. »

Article 17

Réintégration

Le contenu du premier paragraphe du point 2 est ainsi modifié :

« Lorsque l'indisponibilité du salarié résulte d'un accident du travail autre qu'un accident de trajet ou d'une maladie professionnelle, le contrat de travail est suspendu pendant toute la durée de l'incapacité du salarié. A l'issue des périodes de suspension, celui-ci est réintégré dans les conditions prévues aux articles L. 122-32-4 et L.122-32-5 du code du travail. »

Le contenu du deuxième paragraphe du point 2 reste inchangé.

Le point 3 de cet article subit la modification suivante :

L'article « D. 121-3 » est remplacé par l'article « L. 122-3-1 ».

Article 18

Femmes en couches et militaires

Le titre de cet article est remplacé par « Article 18 Femmes en arrêt de travail pour maternité et militaires ».

Dans l'unique paragraphe de cet article, les mots « femmes en couches » sont remplacés par les mots « femmes en arrêt de travail pour maternité ».

Article 6

Le chapitre VI subit les modifications suivantes :

A la section 2 :

Article 20

Montant des salaires

Le contenu de cet article est supprimé et remplacé par les dispositions des deux paragraphes suivants :

« Les salaires horaires et mensuels sont fixés en annexe I de la présente convention.

En aucun cas, la rémunération allouée aux salariés ne peut être inférieure à celle qui résulte de l'ensemble des dispositions de la présente convention ou des prescriptions des textes relatifs au salaire minimum de croissance. »

Article 22

Apprentis

Le contenu de cet article est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« La rémunération des jeunes gens et jeunes filles, titulaires d'un contrat d'apprentissage, régulièrement souscrit et enregistré est fixée conformément aux dispositions de l'article D. 117-1 du code du travail, sans pouvoir être inférieure à 30 % du coefficient 011 lors de la première année et à 54 % du coefficient 011 lors de la deuxième année. »

A la section 3 :

Article 25

Rémunération en nature

Au point 1, les mots « de l'apprenti ou » sont supprimés et le coefficient « 100 » est remplacé par le coefficient « 011 ».

Le deuxième paragraphe de ce même point 1 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le prix journalier de la nourriture de l'apprenti est fixé à 75 % du prix journalier de la nourriture du salarié. »

Au premier paragraphe du point 2, le coefficient « 100 » est remplacé par le coefficient « 011 » et les mots « des articles 983 et suivants du code rural » sont remplacés par les mots « de l'article L. 716-1 du code rural ».

Les deuxième, troisième et quatrième paragraphes du point 2 de cet article sont supprimés.

Les dispositions du point 3 de cet article sont supprimées.

Les dispositions du point 4 de cet article sont supprimées.

A la section 4 :

Article 26

Indemnité de déplacement

Le contenu du point *a* de cet article est supprimé et remplacé par la disposition suivante :

« *a*) Le temps passé par le salarié ou l'apprenti en déplacement du siège de l'établissement au chantier et vice versa est compté comme temps de travail et rémunéré comme tel. »

Le contenu du point *b* de cet article reste inchangé.

A la section 6 :

Article 31

Primes

Au *a* « Travaux pénibles et dangereux », le premier paragraphe est supprimé et remplacé par le texte suivant :

« L'élagage des arbres à hautes tiges de plus de 6 mètres de hauteur rentre dans la catégorie des travaux pénibles et dangereux et donne lieu à majoration de 25 % du salaire de l'ouvrier afférent au temps consacré. »

Au deuxième paragraphe du *a* « Travaux pénibles et dangereux », le mot « engins » est remplacé par le mot « équipements ».

Le troisième paragraphe du point *a* est inchangé.

Article 31 *bis*

L'article est abrogé.

Article 7

Le chapitre VII subit les modifications suivantes :

Article 32

Durée du travail

Le premier paragraphe reste inchangé.

Le contenu du premier paragraphe du point *a* de cet article est modifié ainsi qu'il suit :

a) Outre les récupérations prévues par la loi, est majorée de 50 % la rémunération des heures de travail effectuées exceptionnellement le dimanche et les jours fériés. Il en est de même pour les heures de travail effectuées exceptionnellement le jour du repos hebdomadaire lorsque celui-ci est pris en dehors du dimanche en application de l'article L. 714-1 du code rural.

Le deuxième paragraphe du point *a* reste inchangé.

Toutes les dispositions du point *b* de cet article sont supprimées.

Article 33

Repos hebdomadaire

L'intitulé de cet article « Repos hebdomadaire » est remplacé par « Repos hebdomadaire et jours fériés ».

Article 34

Absences

Au dernier paragraphe, l'expression « , sous peine d'être considérés comme démissionnaires » est supprimée.

Article 8

Le chapitre VIII subit les modifications suivantes :

Article 36

Congés de naissance

L'intitulé et le contenu de cet article sont supprimés.

Article 37

Congés spéciaux

Il est ajouté une ligne en quatrième position dans la liste.

« Décès du partenaire lié au salarié par un Pacs : 2 jours. »

Article 9

Le chapitre IX subit les modifications suivantes :

Le titre du chapitre est remplacé par « Chapitre IX Santé et sécurité au travail ».

Article 38

Médecine du travail

L'intitulé ainsi que l'unique paragraphe de cet article sont supprimés et remplacés par les suivants :

« Article 38

Santé et sécurité au travail

En matière de médecine du travail, il sera fait application des dispositions légales et réglementaires en vigueur. »

Article 10

Le chapitre X subit les modifications suivantes :

Article 40

Contrat à durée déterminée

Le premier paragraphe de l'article est inchangé.

Les dispositions du deuxième paragraphe sont modifiées comme suit :

« Il ne peut être rompu avant cette date par la volonté d'une seule des parties qu'un préavis ait été donné ou non, sauf dans les cas suivants :

- faute lourde imputable à l'autre partie et appréciée par la juridiction compétente ;
- en cas de force majeure ;
- lorsque le salarié justifie d'une embauche pour une durée indéterminée. »

Article 41

Contrat sans détermination de durée

L'intitulé de cet article « Contrat sans détermination de durée » est remplacé par « Contrat à durée indéterminée ».

Le premier paragraphe de cet article est supprimé et remplacé par le paragraphe suivant :

« Le contrat de travail conclu pour une durée indéterminée peut cesser à l'initiative d'une des parties contractantes, sous réserve de l'application des règles définies par les articles L. 122-4 et suivants du code du travail, l'ordonnance du 2 août 2005 et les textes pris pour son application ainsi que celles édictées ci-après. »

Les deuxième et troisième paragraphes restent inchangés.

Au point *a* « En cas de démission » du même article, il est ajouté après le mot « contremaître » une parenthèse « (coefficient 185) » et après l'expression « chef de culture » une parenthèse « (coefficient 278) ».

Au point *b* « En cas de licenciement » du même article, le premier alinéa « – 8 jours francs,(...) s'il s'agit d'un salarié d'exécution, ayant moins de 6 mois de présence sur l'exploitation, » est supprimé.

Au deuxième alinéa « 1 mois de date à date (...) », les mots « entre 6 mois et 2 ans » sont remplacés par les mots « moins de 2 ans ».

Il est ajouté après le mot « contremaître » une parenthèse « (coefficient 185) » et après l'expression « chef de culture » une parenthèse « (coefficient 278) ».

Article 45

Libertés

L'intitulé de l'article 45 est remplacé par « Article 45 Absence pour recherche d'emploi ».

Au point *a* de cet article, le mot « congédié » est remplacé par le mot « licencié » et les mots « liberté rémunérée » sont remplacés par les mots « absence rémunérée pour recherche d'emploi ». Il est ajouté un deuxième paragraphe au point *a* rédigé ainsi :

« En application de l'article 9.2, paragraphe 6, de l'accord national relatif à la durée du travail en agriculture du 23 décembre 1981, cette absence rémunérée est proratisée pour les salariés à temps partiel. »

Au point *b* de cet article, le mot « congédié » est remplacé par le mot « licencié » et les mots « liberté rémunérée » sont remplacés par les mots « absence rémunérée pour recherche d'emploi ». Il est inséré un deuxième paragraphe au point *b* rédigé ainsi :

« En application de l'article 9.2, paragraphe 6, de l'accord national relatif à la durée du travail en agriculture du 23 décembre 1981, cette absence rémunérée est proratisée pour les salariés à temps partiel. »

Le dernier paragraphe du point *b* reste inchangé et devient le 3^e paragraphe.

Article 46

Indemnités de licenciement

Les dispositions du *a* de cet article sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« *a*) Règles communes

Tout salarié licencié, sauf faute grave ou lourde de sa part, a droit à une indemnité de licenciement s'il justifie, chez le même employeur, d'une ancienneté de services continus d'au moins 2 ans.

Cette indemnité est égale à :

- 1/10 de mois de salaire par année d'ancienneté ;
- plus 1/15 de mois de salaire par année d'ancienneté au-delà de 10 ans.

Le salaire à prendre en considération pour le calcul de l'indemnité est le 1/12 de la rémunération brute des 12 derniers mois précédant le licenciement ou, selon la formule la plus avantageuse pour l'intéressé, 1/3 de la rémunération brute des 3 derniers mois, étant entendu que, dans ce cas, toute prime ou gratification de caractère annuel ou exceptionnel, qui aurait été versée au salarié pendant cette période, ne serait prise en compte que *pro rata temporis*.

b) Licenciement pour motif économique

Dans ce cas, l'indemnité de licenciement est égale à :

- 2/10 de mois de salaire par année d'ancienneté ;
- plus 2/15 de mois de salaire par année d'ancienneté au-delà de 10 ans.

c) Indemnités dues en cas de rupture de contrat consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle

Tout salarié titulaire d'un contrat à durée déterminée ou indéterminée, dont le contrat est rompu à la suite d'un arrêt de travail consécutif à un accident du travail ou à une maladie professionnelle, a droit à une indemnité compensatrice de préavis d'un montant égal à celui de l'indemnité légale prévue à l'article L. 122-8 du code du travail, ceci en application de l'article L. 122-32-6 du même code. »

Le point *b* de cet article devient le point *d* et obtient un intitulé « *d) Licenciement d'un agent d'encadrement* ».

Dans le premier paragraphe qui suit, le mot « congédié » est remplacé par le mot « licencié ».

Les 2 paragraphes qui suivent restent inchangés.

Article 48

Changement du chef d'exploitation

Les mots « et s'appliquent sous réserve des dispositions législatives et réglementaires en vigueur aux travailleurs handicapés et mutilés de guerre ainsi qu'aux femmes lors d'une maternité » sont supprimés.

Article 11

Le chapitre XI subit les modifications suivantes :

Le titre du chapitre est remplacé par « Chapitre XI Travail de nuit ».

Article 49

Travail de nuit

Au premier paragraphe de cet article, les mots « et les femmes » sont supprimés.

Il est inséré un deuxième paragraphe dont les dispositions sont les suivantes :

« Sauf accord d'entreprise ou d'établissement, le travail de nuit se situe entre 21 heures et 6 heures du matin. »

Le deuxième paragraphe de cet article devient le troisième paragraphe et son contenu est inchangé.

Article 12

Le chapitre XII subit la modification suivante :

Article 50 bis

Emploi des handicapés

Dans l'unique paragraphe de cet article, la référence « à l'article L. 323-9 » est remplacée par les références « aux articles L. 323-1 et suivants » du code du travail.

Article 13

Le chapitre XIV est ainsi modifié :

Article 52

Hygiène

Au premier paragraphe de cet article, les mots « notamment les fumières et tous dépôts de putréfaction ainsi que les mares doivent être traités de façon telle qu'ils n'occasionnent pas de dommages aux salariés logés » sont supprimés.

Les deuxième et troisième paragraphes de cet article sont supprimés.

Article 59

Explosifs

Cet article est abrogé.

Article 14

Le chapitre XV subit les modifications suivantes :

Article 60

Allocation

L'intitulé de l'article 60 « Allocation » est remplacé par « Article 60 Indemnité de départ en retraite ».

Le contenu de l'unique paragraphe de cet article est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le salaire à prendre en considération pour le calcul de l'indemnité est le 1/12 de la rémunération des 12 derniers mois précédant le départ à la retraite ou selon la formule la plus avantageuse pour l'intéressé, 1/3 des 3 derniers mois, étant entendu que, dans ce cas, toute prime ou gratification de caractère annuel ou exceptionnel, qui aurait été versée au salarié pendant cette période, ne serait prise en compte que *pro rata temporis*. »

Article 61

Allocation

L'intitulé de cet article « Allocation » est remplacé par « Indemnité de départ en retraite. – Agent d'encadrement ».

Dans l'unique paragraphe de cet article, la référence au point « *b* » est remplacée par la référence au point « *d* ».

Article 62

Assiette et taux

Le contenu du premier paragraphe de cet article est remplacé par le paragraphe suivant :

« Les employeurs sont tenus de s'affilier à la caisse mutuelle autonome de retraite complémentaire agricole (AGRICAR – CAMARCA), dont le siège est à Paris, 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08, ainsi qu'à la CPCEA pour les salariés cadres. »

Les deuxième, troisième et quatrième paragraphes de cet article sont supprimés.

Article 15

La table des matières devient la suivante :

Liste chronologique des textes	IV
Chapitre I ^{er} . – Champ d'application	
Article 1 ^{er} . – Champ d'application professionnel	1
Article 2. – Champ d'application	1
Article 3. – Champ d'application territorial	2
Chapitre II. – Durée, renouvellement, révision et dénonciation	
Article 4. – Durée de la convention	2
Article 5. – Révision et dénonciation	2
Chapitre III. – Procédure conventionnelle de conciliation et d'arbitrage	
Article 6. – Conflits collectifs	2
Article 7. – (<i>article abrogé</i>)	2
Chapitre IV. – Liberté syndicale et d'opinion	
Article 8. – Liberté d'opinion	3
Article 9. – Propagande	3
Article 10. – Liberté syndicale	3
Article 11. – Délégués syndicaux	3
Article 12. – Droit d'affichage	3
Article 13. – Délégués du personnel	3
Article 13 <i>bis</i> . – Comités d'entreprise	4

Chapitre V. – Période d’essai. – Embauchage. – Permanence de l’emploi	
Article 14. – Période d’essai	4
Article 15. – Contrat de travail	4
Article 16. – Suspension	5
Article 17. – Réintégration	5
Article 18. – Femmes en arrêt de travail pour maternité et militaires	5
Chapitre VI. – Classification des emplois. – Salaires	
Section 1. – Définition des catégories professionnelles. – Coefficients hiérarchiques	5
Article 19. – Définition des emplois	5
Article 19 <i>bis</i> . – Grille de raccordement	9
Section 2. – Montant des salaires	9
Article 20. – Montant des salaires	9
Article 21. – Jeunes salariés	9
Article 22. – Apprentis (*)	9
Article 23. – (<i>article abrogé par avenant n° 4 du 4 juin 1970</i>)	10
Article 24. – Salaires des tâcherons	10
Section 3. – Rémunération en nature	10
Article 25. – Rémunération en nature	10
Section 4. – Indemnités de déplacement	10
Article 26. – Indemnités de déplacement	10
Section 5. – Modalités de paiement des salaires	11
Article 27. – Périodicité de la paie	11
Article 28. – Bulletin de paie	11
Article 29. – Polyvalence	11
Article 30. – Polyvalence	11
Section 6. – Primes accessoires du salaire	11
Article 31. – Primes	11
Article 31 <i>bis</i> . – (<i>article abrogé</i>)	12
Chapitre VII. – Durée du travail. – Heures supplémentaires. – Repos hebdomadaire. – Absences	
Article 32. – Durée du travail (*)	12
Article 33. – Repos hebdomadaire et jours fériés	13
Article 34. – Absences	13
Chapitre VIII. – Congés payés et congés spéciaux	

Article 35. – Congés payés	13
Article 36. – (<i>article abrogé</i>)	13
Article 37. – Congés spéciaux	13
Chapitre IX. – Santé et sécurité au travail	
Article 38. – Santé et sécurité au travail	14
Article 39. – Soins de première urgence	14
Chapitre X – Démission. – Licenciement	
Article 40. – Contrat à durée déterminée	14
Article 41. – Contrat à durée indéterminée	14
Article 42. – (<i>abrogé par avenant n° 17 du 25 novembre 1975</i>)	15
Article 43. – Dégagements	15
Article 44. – Dommages-intérêts	15
Article 45. – Absence pour recherche d'emploi	15
Article 46. – Indemnité de licenciement	16
Article 47. – Attestation	16
Article 48. – Changement du chef d'exploitation	17
Chapitre XI. – Travail de nuit	
Article 49. – Travail de nuit	17
Chapitre XII. – Apprentissage et formation professionnelle	
Article 50. – Apprentissage	17
Article 50 <i>bis</i> . – Emploi des handicapés	17
Chapitre XIII. – Réparation des accidents du travail	
Article 51. – Obligations des employeurs	17
Chapitre XIV. – Protection et sécurité des travailleurs	
Article 52. – Hygiène	18
Article 53. – Vestiaires et douches	18
Article 54. – Sécurité du personnel	18
Article 55. – Appareils	18
Article 56. – Produits dangereux	18
Article 57. – Travail dans les puits, cuves, fosses	18
Article 58. – Intempéries	19
Article 59. – (<i>article abrogé</i>)	19
Chapitre XV. – Retraite	
Article 60. – Indemnité de départ à la retraite	19
Article 61. – Indemnité de départ à la retraite. – Agent d'encadrement	19
Article 62. – Assiette et taux	19

Chapitre XVI. – Avantages acquis	
Article 63. – Avantages acquis	19
Chapitre XVII. – Commission paritaire d'interprétation	
Article 64. – Interprétation de la convention collective	20

Annexe I. – Barème des rémunérations.

Annexe II. – Accord collectif de prévoyance interprofessionnel du 9 septembre 1999 relatif aux garanties « maintien de salaire-incapacité de travail et décès » des salariés non cadres.

Annexe III. – Accord collectif de prévoyance interbranches du 10 mars 2006 des salariés cadres des exploitations de polyculture, de viticulture, d'élevage, de maraîchage, d'horticulture, de pépinières, des entreprises de travaux agricoles et forestiers, des coopératives d'utilisation de matériel agricole de la Vendée.

Annexe IV. – Accord collectif du 1^{er} mars 1994 instaurant une cotisation paritaire destinée à financer l'association vendéenne pour l'emploi et la formation en agriculture (AVEFA).

Annexe V. – Accord national du 23 décembre 1981 relatif à la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles.

Appendice : extrait des textes législatifs et réglementaires cités dans la convention.

Article 16

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles, 185, boulevard du Maréchal-Leclerc, BP 787, 85020 La Roche-sur-Yon.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 3 juillet 2007.

(Suivent les signatures.)